Affaires étrangères et Commerce international Canada

Foreign Affairs and International Trade Canada

Canada

Rapport au Parlement

2007-2009

Programme de partenariat mondial

Combattre le terrorisme et les armes de destruction massive

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2009

Numèro de catalogue FR2-3/2009

ISBN 978-1-100-50022-5

Table des matières

Message du ministre 3

Introduction 4

Réalisations du Canada dans le cadre du Partenariat mondial . . 8

Destruction des armes chimiques. 8

Démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés 10

Volet de la sécurité nucléaire et radiologique 13

Réorientation des anciens scientifiques de l'armement 16

Non-prolifération biologique 19

Progrès de la gouvernance et de la surveillance 24

Récapitulatif des dépenses. 28

Acronymes 29

Message du ministre

J'ai le plaisir de présenter au Parlement le rapport 2007-2009 sur la participation du Canada au Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Les intérêts du Canada dans le monde, dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la diplomatie et de l'aide humanitaire, sont tous tributaires de la sécurité. C'est pourquoi le gouvernement du Canada met en œuvre des moyens considérables pour lutter contre les menaces à notre sécurité nationale et protéger notre société démocratique contre le terrorisme.

Le Partenariat mondial, un programme multilatéral du G8, répond à une des menaces les plus sérieuses auxquelles nous fassions face aujourd'hui : celle des armes de destruction massive et de leur acquisition par des groupes terroristes ou des États qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération. Au fil des ans, cette initiative sans précédent a évolué pour devenir un partenariat international élargi, 13 autres pays s'étant joints au G8 pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières et connaissances connexes. Ce programme du G8 progresse très bien et a produit de nombreux résultats concrets.

Ayant engagé un milliard de dollars dans le Partenariat mondial, le Canada fait preuve de leadership dans la mise en œuvre d'activités de lutte contre la menace du terrorisme et des armes de destruction massive. Dans ce rapport, vous trouverez des renseignements sur les progrès accomplis par le Canada en 2007-2009 dans la destruction des armes chimiques, l'enlèvement du combustible nucléaire des sous-marins déclassés et leur démantèlement, la sûreté nucléaire et radiologique, la réorientation d'anciens scientifiques de l'armement et la non-prolifération des armes biologiques.

Je suis convaincu que les réalisations du Canada dans le cadre du Partenariat mondial vous inspireront de la fierté. C'est un excellent exemple d'une politique étrangère qui produit des résultats tangibles pour les Canadiens et les Canadiennes, améliorant la vie et renforçant la sécurité au pays et ailleurs dans le monde.

Lawrence Cannon
Ministre des Affaires étrangères

Introduction

Le Programme de partenariat mondial (PPM) du Canada vise à réduire les menaces conjuguées des armes de destruction massive (ADM) et du terrorisme. Des attentats terroristes commis avec des ADM tueraient et blesseraient des milliers de personnes, inspireraient la crainte et la panique à des millions d'autres, en plus de causer de graves désordres économiques, sociaux et politiques.

Les armes de destruction massive (ADM), qui comprennent les armes nucléaires, chimiques et biologiques, sont toutes conçues pour tuer un grand nombre de personnes. La menace comprend également les « bombes sales », qui utilisent des explosifs traditionnels pour disperser des matières radioactives très polluantes et mortelles, de même que la propagation des connaissances spécialisées en matière d'armement.

La possibilité que des terroristes acquièrent et emploient des ADM ou des matières connexes contre nous est très réelle. Certains groupes terroristes ont accès à des fonds substantiels et manifestent une volonté de plus en plus forte d'infliger le plus de dégâts et de faire le plus de victimes possible. En faisant la manchette avec leurs attentats extrêmement violents, les terroristes cherchent à promouvoir leur cause dans le monde et à répandre la terreur.

Le risque de prolifération de matières et de connaissances relatives aux ADM s'est accru à la suite de l'éclatement de l'Union soviétique. En outre, les attentats du 11 septembre aux États-Unis ont montré que certains groupes terroristes sont capables de tuer des milliers de personnes innocentes d'un seul coup et qu'ils n'hésitent pas à le faire.

À l'initiative du Canada lors du Sommet des dirigeants du G8 à Kananaskis, en Alberta, en 2002, le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes à été créé pour empêcher les terroristes ou les pays qui les accueillent d'acquérir ou de développer des armes nucléaires, chimiques, radiologiques et biologiques, de même que des missiles et des matières et technologies connexes.

Troy Lulashnyk, directeur général du Programme de partenariat mondial.

La Fédération de Russie et d'autres pays de l'ex-URSS détiennent de vastes stocks d'armes nucléaires, radiologiques, chimiques et biologiques. Ils comptent aussi des milliers de scientifiques de l'armement en chômage ou sous-employés. Ils suscitent donc l'intérêt des terroristes et nous travaillons de concert avec ces pays pour réduire les risques associés aux ADM et aux activités terroristes.

Au Sommet du G8 en 2008, il a été décidé que le Partenariat doit aussi s'occuper des menaces provenant de l'extérieur de l'ancienne Union soviétique (AUS). Cette décision était fondée sur l'analyse suivante : certes, l'héritage soviétéique représente un risque important, mais il reste beaucoup d'ADM et de matières connexes vulnérables ailleurs dans le moinde; par conséquent, le G8 doit élargir les opérations du Partenariat mondial (PM) à l'échelle mondiale.

De nombreux partenaires, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, mettent déjà en œuvre des programmes partout où des menaces liées aux ADM surgissent.

Acquérir des ADM : est-ce difficile[1] ?

Armes chimiques

L'usage des armes chimiques (AC) remonte à la Première Guerre mondiale, où le chlore, puis le gaz moutarde ont été employés contre les soldats en France et en Belgique. Environ 70 produits chimiques différents ont été employés ou stockés comme armes chimiques au XXe siècle. Les Nations Unies classent les armes chimiques parmi les armes de destruction massives et leur production ainsi que leur stockage sont interdits par la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) de 1993.

Il est relativement facile de fabriquer des agents vésicants comme le gaz moutarde, mais il faut de grandes quantités de produits chimiques précurseurs. Les agents neurotoxiques sont faits de plusieurs produits chimiques précurseurs et sont beaucoup plus difficiles à synthétiser. Leur fabrication exige de hautes températures et des laboratoires perfectionnés et dégage des sous-produits dangereux. Les terroristes chercheraient sans doute à se procurer des agents neurotoxiques tout faits plutôt que d'en fabriquer.

La Convention sur les armes chimiques (CAC) permet de surveiller la production et la vente de ces produits chimiques précurseurs pour s'assurer qu'ils ne servent qu'à des fins pacifiques. En outre, les États parties à la Convention sont légalement tenus de détruire leurs stocks d'armes.

Armes nucléaires

Les armes nucléaires sont la forme la plus destructrice d'ADM. Fabriquer une arme nucléaire requiert l'accès à une matière fissile – plutonium ou uranium enrichi – et à des connaissances scientifiques et technologiques avancées.

Plusieurs experts estiment que si un groupe terroriste acquérait une quantité suffisante de matière fissile, il pourrait trouver le moyen de fabriquer une arme nucléaire rudimentaire. Il suffit de 4 à 8 kg de plutonium (soit la taille d'une orange) ou de 15 à 25 kg d'uranium hautement enrichi (soit la taille d'un gros pamplemousse).

Les masques à gaz sont utilisés depuis la Première Guerre mondiale pour protéger les combattants contre les armes chimiques.

Les groupes terroristes pourraient utiliser des conteneurs pour acheminer les ADM jusqu'à leur cible. L'Agence des services frontaliers du Canada utilise des appareils mobiles d'inspection des véhicules et du fret pour trouver les armes et les marchandises dangereuses cachées dans des conteneurs maritimes.

Photo : Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)

[1] Pour obtenir plus d'information, veuillez consulter *World at Risk: The Report of the Commission on the Prevention of WMD Proliferation and Terrorism.* New York, 2008.

Agents radiologiques

Les sources radioactives médicales et industrielles peuvent servir à fabriquer une « bombe sale » détonée par des explosifs classiques. Un attentat semblable pourrait provoquer d'importants bouleversements, forçant l'évacuation des populations exposées et l'exécution de travaux de décontamination vastes et coûteux. La probabilité que des terroristes utilisent une bombe sale est beaucoup plus grande que celle qu'ils utilisent une arme nucléaire, mais l'impact serait beaucoup moindre.

Connaissances relatives aux ADM

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, des milliers de scientifiques de l'armement ont vu leurs perspectives de carrière se détériorer considérablement en Russie et dans les autres pays de l'ex-URSS. Aujourd'hui, leurs connaissances très spécialisées de la conception et de la production d'ADM continuent de revêtir un intérêt potentiel pour des organisations terroristes et des États soupçonnés de prolifération. Des études ont montré que les jeunes scientifiques masculins et ceux qui travaillaient dans la recherche sur les armes biologiques et nucléaires sont particulièrement visés. Pour réduire ce risque de prolifération, des programmes tels que le Partenariat mondial réorientent ces chercheurs vers des activités scientifiques pacifiques et productives. Ils aident notamment les anciens scientifiques de l'armement à (ASA) :

- trouver des emplois durables;
- acquérir de nouvelles compétences par le perfectionnement professionnel;
- s'adonner à des projets de recherche commercialement viables;
- s'intégrer à la communauté scientifique internationale.

Une source hautement radioactive et non protégée attend l'équipe de récupération et d'élimination financée par le Canada.

Photo : Mettre un accent aigu sur États

Ce capteur d'hydrogène gazeux faisant appel à la nanotechnologie a été mis au point par un institut technique de Moscou financé par un programme de prévention de la prolifération des connaissances en matière d'armements.

Photo : Ajouter un accent aigu à États

Agents biologiques

Bien que de nombreux agents biologiques dangereux soient présents dans l'environnement (des bactéries, des virus, des spores et des toxines), seule une faible proportion de pathogènes peut être adaptée pour en faire des armes biologiques. Le potentiel de dispersion, la létalité et la durabilité sont des caractéristiques essentielles à l'efficacité des armes biologiques (AB). On considère le charbon bactéridien comme l'un des agents biologiques les plus à risque d'être utilisé par les terroristes à cause de la nature stable et résistante de ses spores, de son haut taux d'infectiosité et de la facilité d'en produire une grande quantité. Les autres agents pathogènes qui pourraient être utilisés dans des armes biologiques comprennent le virus de la fièvre Marburg, les bactéries de type brucella, la peste et le choléra.

Le danger des agents biologiques est multiplié si l'agent actif est une maladie contagieuse. Des maladies très contagieuses peuvent se propager très rapidement et pourraient provoquer une pandémie mondiale en quelques jours. Il y a 90 ans, dans un monde beaucoup plus statique et cloisonné, une pandémie naturelle de grippe – la grippe espagnole – a tué de 50 à 100 millions de personnes en moins de deux ans (de 1918 à 1920). Le virus a même atteint les régions les plus éloignées de l'Arctique et les archipels du Pacifique.

Les humains ne sont pas les seules cibles des armes biologiques. Au cours du siècle dernier, plusieurs pays ont mis au point des armes biologiques contre les récoltes (comme la pyriculariose du riz et du blé) et contre le bétail (y compris la fièvre aphteuse et la peste porcine africaine). Une attaque biologique par des terroristes dirigée contre les cultures ou le cheptel pourrait causer des perturbations importantes sur l'économie du pays affecté.

Les spores du charbon peuvent survivre des années à l'état dormant.

Photo : Agence de la santé publique du Canada (ASPC)

Les armes biologiques peuvent aussi cibler les récoltes et le bétail dans le but de perturber l'approvisionnement alimentaire et l'économie.

Photo : BrandCanada

Réalisations du Canada dans le cadre du Partenariat mondial

L'unité de démilitarisation des armes chimiques est une section de la ligne de destruction d'armes chimiques financée par le Canada à Shchuch'ye.

Destruction des armes chimiques

Aux termes de la Convention sur les armes chimiques, il incombe à la Fédération de Russie de détruire tous ses stocks d'armes chimiques, estimés à 40 000 tonnes métriques. En vue d'aider ce pays à s'acquitter de ses obligations, le Partenariat mondial a fait de la destruction des armes chimiques l'un de ses principaux objectifs.

Le Canada apporte une contribution importante en appui à la destruction des armes chimiques à Shchuch'ye, en Fédération de Russie, pour l'élimination d'environ 1,9 million d'obus d'artillerie chargés d'agents neurotoxiques hautement mortels. Depuis 2003, le Programme de partenariat mondial du Canada a consacré plus de 100 millions de dollars à des projets à l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye et a réservé une autre contribution de 100 millions à l'usine de destruction des armes chimiques de Kizner.

Progrès réalisés en 2007-2009

Le Canada a versé 55 millions de dollars pour doubler la capacité de destruction à l'usine de Shchuch'ye par la fourniture d'équipement perfectionné de destruction. Tout le matériel essentiel a été livré, et l'installation a commencé ses activités en mars 2009.

À Shchuch'ye encore, le Canada a consacré 33 millions de dollars à la construction d'une voie ferrée de 18 km qui permettra de transporter les armes chimiques en sécurité de leur lieu de stockage jusqu'à l'usine. La construction de la voie ferrée a débuté en 2006 et a été achevée en 2008. Par ailleurs, la Nuclear Threat Initiative a octroyé 1 million de dollars américains au Canada pour aider à financer la construction du pont ferroviaire sur la rivière Miass, qui a été complété en septembre 2007.

Les projets du Canada à l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye sont réalisés en collaboration avec le Royaume-Uni. Le ministère de la Défense du Royaume-Uni a joué un rôle crucial en coordonnant les apports de plusieurs bailleurs de fonds à l'usine.

« Je félicite le Royaume-Uni et le Canada du travail qu'ils accomplissent ici à Shchuch'ye. Londres et Ottawa sont nos partenaires indispensables pour la destruction de ces stocks dangereux. »

— L'ex-sénateur américain Richard G. Lugar, au cours d'une visite à l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye, en août 2007.

Dates marquantes à Shchuch'ye :

- Septembre 2007 : achèvement du pont ferroviaire sur la rivière Miass.
- Octobre 2007 : mise en service du système de communication d'urgence. Ce système permet les communications entre les sites et avec la population locale en cas d'urgence.
- Septembre 2008 : fin des travaux de construction d'un système de sonorisation.

Projets pour 2009-2010

Avec le début des opérations de destruction à Shchuch'ye, la deuxième étape des travaux du Canada pour la destruction des armes chimiques se déroulera à l'usine de destruction d'armes chimiques de Kizner.

En vertu du traité bilatéral conclu entre le Canada et la Russie, le Canada apporte son concours à l'usine de destruction d'armes chimiques de Kizner à la suite d'un engagement de 100 millions de dollars pris par le premier ministre Stephen Harper au Sommet du G8 de Saint-Pétersbourg en 2006. Comme les deux millions de pièces de munitions conservées à Kizner sont pratiquement identiques à celles qui se trouvent à Shchuch'ye, le Canada s'emploie à fournir un matériel de destruction semblable pour les deux bâtiments principaux de l'usine de destruction de Kizner, y compris les lignes de destruction, qui constituent le cœur du processus de démilitarisation, les réacteurs catalytiques et d'autres pièces d'équipement essentielles.

Le viaduc ferroviaire de la rivière Miass a été complété en septembre 2007.

Convention sur les armes chimiques

En 1997, la Convention sur les armes chimiques est entrée en vigueur. Elle vise à éliminer toutes les armes chimiques en détruisant les stocks existants et en empêchant la production de nouvelles armes chimiques.

Depuis 1997 :

- 187 pays, représentant environ 98 % de la population mondiale, ont adhéré à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- 100 p. 100 des installations de production d'armes chimiques déclarées ont été désactivées. Toutes sont soumises à un rigoureux régime de vérification
- 100 p. 100 des stocks d'armes chimiques déclarés ont été inventoriés et vérifiés
- 94 p. 100, soit 61 des 65 installations de production d'armes chimiques déclarées à l'Organisation par 12 États parties, ont été soit détruites (42 sur 65), soit converties à des utilisations pacifiques (19 sur 65)
- Près de 44 % des 8,6 millions d'obus et de contenants d'agents chimiques visés par les conventions (3,8 millions) ont aussi été détruits de manière vérifiable
- Près de la moitié des stocks mondiaux déclarés d'agents chimiques, soit environ 71 000 tonnes (30 849 tonnes ou 43,26 %), ont été détruits de manière vérifiable

La Croix Verte

La Croix Verte est un partenaire important du programme de destruction d'armes chimiques financé par le Canada en Russie. Son bureau d'information du public à Izhevsk, ouvert en 2005, fournit des renseignements aux résidents locaux sur les plans et programmes pour la destruction des stocks d'agents neurotoxiques conservés au lieu de stockage d'armes chimiques de Kizner, situé à proximité. En 2008, le Canada a versé sa quatrième contribution annuelle de 100 000 $ à la Croix-Verte et une autre contribution de 150 000 $ en 2009.

Démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés

Après l'effondrement de l'Union soviétique, près de 200 sous-marins à propulsion nucléaire déclassés des flottes russes du Nord et du Pacifique devaient être démantelés pour réduire les risques associés à la prolifération, au terrorisme et à la pollution de l'environnement. La Russie a désigné cet enjeu comme l'une de ses plus importantes priorités dans le cadre du Partenariat mondial. On prévoit qu'avec le soutien continu des membres du Partenariat mondial, tous les sous-marins déclassés auront été démantelés d'ici 2012.

Le démantèlement d'un sous-marin nucléaire comprend 13 étapes, y compris une longue préparation, le transport, le retrait du combustible, le démantèlement, la manipulation sur place de matières hautement radioactives, la mise en sûreté des compartiments de réacteur et le

transfert du combustible nucléaire irradié à son lieu de stockage définitif. Le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Corée, la Norvège, le Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres pays aident tous la Russie à démanteler sa flotte de sous-marins nucléaires déclassés.

Progrès réalisés en 2007-2009

Le Canada a respecté, à l'échéance du 31 mars 2008, son engagement initial de démanteler 12 sous-marins nucléaires déclassés de 2004 à 2008. Cette initiative de 120 millions de dollars a permis de vider de leur combustible les 24 réacteurs nucléaires provenant de 12 sous-marins à propulsion nucléaire à l'usine de l'entreprise unitaire d'État fédérale russe « Centre de réparation navale Zvyozdochka », à Severodvinsk. Au total, 11 sous-marins nucléaires de classe Victor ont été complètement démantelés.

Le 12e sous-marin débarrassé de son combustible était un submersible stratégique de classe Typhoon, le plus gros sous-marin du monde. Il a été démantelé en collaboration avec la Russie et les États-Unis.

Le démantèlement du plus gros sous-marin nucléaire du monde – un travail d'équipe

Le Canada a pris l'initiative de former un projet de coopération pour le démantèlement d'un sous-marin à missiles balistiques de classe Typhoon. Le Canada s'est chargé de la récupération du combustible des deux réacteurs du sous-marin. Les États-Unis ont financé l'élimination du système de lancement de missiles stratégiques de sous-marins, et la Fédération de Russie assure le démantèlement de la coque.

Le démantèlement d'un sous-marin nucléaire comprend jusqu'à 13 étapes, du transport jusqu'à l'enlèvement du combustible et au stockage du combustible nucléaire irradié.

Le Groupe d'experts de l'AIEA

Le Canada est un membre actif du Groupe international d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le Groupe d'experts tient régulièrement des ateliers pour l'étude des problèmes posés par l'héritage nucléaire en Russie. Quelque 12 pays y sont représentés : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. De même, quatre organisations internationales en sont membres. L'AIEA, le Centre international pour la science et la technologie, la Commission européenne et l'Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau. Le Canada a assumé la présidence de ce groupe important en 2008.

Un sous-marin à propulsion nucléaire déclassé est soulevé par un navire gros-porteur semi-submersible et amené au chantier naval pour être débarrassé de son combustible nucléaire et démantelé.

Trois accords de contribution ont été conclus avec des chantiers navals russes en 2008 et un quatrième en 2009. Ces ententes financeront la vidange du combustible de 10 réacteurs nucléaires dans cinq sous-marins à propulsion nucléaire et le démantèlement complet de deux sous-marins à propulsion nucléaire.

Projets pour 2009-2010

Des activités de démantèlement de sous-marins nucléaires sont prévues pour les prochaines années dans la partie extrême-orientale de la Russie. Ces activités seront très semblables à celles qui ont été menées jusqu'à maintenant et bénéficieront par conséquent de l'expérience acquise.

Une équipe de surveillance sur place au chantier maritime.

Le sous-marin stratégique Typhoon (le plus gros du monde) entrant dans le port pour la dernière fois avant d'être éliminé dans le cadre du Programme de partenariat mondial.

Volet de la sécurité nucléaire et radiologique

On sait que des groupes terroristes bien financés recherchent des armes nucléaires dans l'intention de s'en servir contre des pays désignés, y compris le Canada et ses alliés. À part son stock d'armes nucléaires, la Russie conserve plus de 700 tonnes de matières nucléaires de type militaire, soit assez pour fabriquer des dizaines de milliers de nouvelles armes. Une bonne part des ces matières sont conservées dans des conditions vulnérables au vol et pourraient être utilisées pour fabriquer de nouvelles armes. Par ailleurs, un nombre appréciable d'autres sources hautement radioactives pourraient être utilisées pour fabriquer des dispositifs de dispersion radiologique, aussi appelés « bombes sales ».

Progrès réalisés en 2007-2009

En 2007-2009, le PPM a contribué à réduire le risque de terrorisme nucléaire de façon notable. La coopération bilatérale du Canada avec la Russie a porté sur l'amélioration de la protection physique des matières nucléaires de type militaire durant le transport et l'entreposage.

En 2007-2009, il y avait 20 projets de coopération canado-russes visant sept installations nucléaires russes. De ce nombre, quatre sont situées dans le complexe de la défense. Les trois autres installations sont situées dans le complexe civil.

Le dernier réacteur produisant du plutonium de type militaire

Grâce aux contributions du Canada, du Royaume-Uni et d'autres pays à un projet mis en œuvre par les États-Unis, le dernier réacteur produisant du plutonium de type militaire en Russie sera fermé en 2010, soit un an avant l'échéance prévue. Le Canada a consacré 9 millions de dollars à ce projet à Jeleznogorsk. Ce réacteur produit assez de plutonium pour fabriquer une arme nucléaire par semaine.

Un membre de la compagnie mixte de défense contre les armes nucléaires, biologiques et chimiques du Canada examine si son collègue a été contaminé dans le cadre d'un exercice de simulation d'inspection de colis suspects.

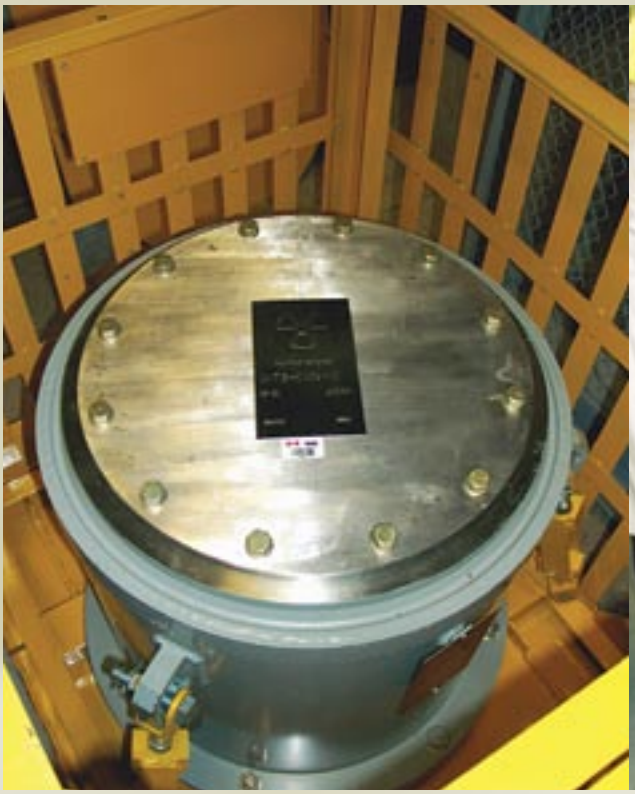
Photo : Défense nationale et les Forces canadiennes (DND)

Mise en sûreté des matières radioactives

Le Canada a concentré son travail de sécurité radiologique sur les générateurs thermoélectriques radio-isotopiques (GTR). Ces générateurs, mus par des combustibles radioactifs tels que le strontium, fournissent l'électricité à des appareils de surveillance ou de transmission dans des régions éloignées, sous l'eau ou dans l'espace. Ils sont extrêmement radioactifs et peuvent causer la mort en quelques heures après une exposition.

En coopération avec l'Institut panrusse de recherche scientifique en physique technique et automatisation (VNIITFA), le Canada a financé l'acquisition de contenants de transport sûrs pour la protection des convertisseurs à radio isotope déclassés durant leur transport. Cette contribution a été déterminante pour le succès des initiatives des autres partenaires pour l'élimination de ces générateurs.

Le département américain de l'Énergie a retiré 20 convertisseurs radio isotopiques de la route marine russe de l'Arctique avec du matériel de transport financé par le Canada. Le PPM a versé 9 millions de dollars pour aider à retirer, remplacer et éliminer les 20 convertisseurs de la route marine russe de l'Arctique et 39 convertisseurs dans la partie extrême-orientale de la Russie.



Un contenant de transport sûr financé par le Canada.

Une responsable canadienne examine un générateur radio-isotopique en Russie.

Plusieurs incidents de trafic de matières nucléaires ont été signalés au cours des 10 dernières années, la plupart dans l'ancienne Union soviétique. L'Ukraine est peut-être une importante route empruntée par ce trafic; aussi, la contribution du Canada permettra de renforcer les frontières ukrainiennes, en coopération avec le département américain de l'Énergie, en y apportant des améliorations qui ont grand besoin d'être apportées. En décembre 2008, le PPM a contribué à inaugurer la mise en service du système de détection de radiations financé par le Canada à l'aéroport international Boryspil de Kiev.

Inauguration officielle du système de détection des radiations financé par le Canada à l'aéroport international Boryspil de Kiev, décembre 2008.

Agence internationale de l'énergie atomique

Le Canada a continué à surveiller un éventail de projets financés par des contributions, d'une valeur de 12 millions de dollars, au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Ces projets visent à renforcer la sécurité nucléaire dans les pays de l'ex-URSS, par des mesures comme la récupération de matières radiologiques et les mises à niveau urgentes en matière de sécurité de même que par des projets à long terme en Russie comme le centre de formation en sécurité physique à Obninsk.

Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire

Le Canada est demeuré un partenaire actif de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (IMLTN). En 2007 et 2008, le directeur général du Partenariat mondial a présidé les séances plénières de la délégation du Canada à l'IMLTN, et les équipes ont joué un rôle actif dans les activités de l'Initiative visant à prévenir le terrorisme nucléaire. En 2008, le PPM a été l'hôte d'une conférence fructueuse de l'IMLTN à Ottawa sur la sécurité des sources radioactives.

Matériel de détection des radiations payé par le Canada, à l'aéroport international Boryspil de Kiev.

Le directeur général du PPM, Troy Lulashnyk, à la conférence de l'IMLTN à Ottawa, en 2008.

Projets pour 2009-2010

Afin de lutter contre la menace permanente que représente l'acquisition possible par des terroristes d'armes nucléaires, les efforts du PPM porteront surtout sur le renforcement de la sécurité physique du transport et de l'entreposage du matériel nucléaire utilisable à des fins militaires. En Russie, huit nouveaux projets sont présentement en développement et seront mis en œuvre à sept installations nucléaires en 2009. Ces projets comprennent la fourniture d'un equipement de contrôle des accès et de détection, la mise en place de clôtures de sécurité et la construction de véhicules spéciaux pour le transport des matières nucléaires.

Réorientation des anciens scientifiques de l'armement

En raison de la situation économique difficile et de leur isolement, d'autres pays ont fait moins de progrès vers la viabilité que la Russie. De plus, les risques de prolifération dans les instituts de recherche biologique et chimique ont augmenté ces dernières années.

Deux centres internationaux de recherche scientifique, le Centre international des sciences et de la technologie (CIST), établi à Moscou, et le Centre des sciences et de la

Le Canada fournit des fonds pour des projets de recherche d'anciens spécialistes des armements de la Russie et de l'ex-Union soviétique.

Photo : Centre international des sciences et de la technologie

technologie en Ukraine (CSTU), établi à Kiev, ont été créés au début des années 1990 pour offrir à d'anciens chercheurs du domaine de l'armement de nouvelles possibilités pour faire la transition à l'économie de marché. Le Canada est l'un des membres fondateurs du CSTU. Ce portefeuille était dirigé par l'Agence canadienne de développement international jusqu'au début de 2006 avant d'être transféré au ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI). Par l'intermédiaire du MAECI, le Canada a adhéré au CIST en 2004.

Grâce aux centres de recherche scientifique, le Canada aide d'anciens chercheurs du domaine de l'armement et leurs instituts dans les pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie (membre des deux centres), Kazakhstan, Moldavie, Ouzbékistan, République kirghize, Russie, Tadjikistan et Ukraine.

Progrès accomplis en 2007-2009

En 2007-2009, grâce au CIST et au CSTU, le PPM a offert des possibilités à d'anciens chercheurs du domaine de l'armement et à leurs instituts d'occuper un emploi viable dans le secteur civil, en finançant les projets de recherche et des programmes de renforcement des capacités, en mettant à contribution des Canadiens des secteurs privé et public dans des mesures de réorientation et en assurant un leadership responsable et efficace dans les centres de recherche scientifique.

Projets de recherche et programmes de renforcement des capacités

Le PPM a accordé 14,9 millions de dollars à 71 nouveaux projets de recherche qui mobilisent plus de 740 anciens chercheurs du domaine de l'armement en Russie, en Ukraine et dans d'autres pays. Ces sommes sont virées directement aux participants aux projets. Les propositions de projets passent par un examen comportant plusieurs étapes, un processus auquel participent plus de 100 experts canadiens du gouvernement, du milieu universitaire et de l'industrie, afin d'évaluer le mérite scientifique et technique et la viabilité commerciale du projet, de vérifier la conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et de confirmer qu'il contribue aux objectifs du Canada en matière de non-prolifération.

Au total, 18 de ces projets ont été financés dans le cadre de la nouvelle Initiative de recherche et développement ciblés du CSTU. Cette initiative axée sur la viabilité harmonise les priorités scientifiques et technologiques de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Ukraine avec celles de bailleurs de fonds occidentaux (Canada, Union européenne et États-Unis) au moyen d'un processus annuel d'appel de propositions. Les projets approuvés sont financés à parts égales par les États hôtes et les bailleurs de fonds occidentaux. Une nouvelle initiative ciblée est en voie d'élaboration avec la Moldavie.

Les anciens chercheurs du domaine de l'armement ont produit des résultats palpables grâce aux projets financés par le Canada dans les centres scientifiques.

Pour chaque projet de recherche financé, le PPM s'assure de désigner un collaborateur canadien pour aider à surveiller le projet, accroître les avantages potentiels en science et technologie pour le Canada et favoriser la collaboration à long terme. Les collaborateurs sont des experts en la matière du secteur public ou privé qui participent à des projets en tant que conseillers techniques, sans contribuer au financement.

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) découlant des travaux exécutés par le CIST et le CSTU sont soumis au Programme d'aide à la recherche industrielle et au Bureau des services liés à la propriété intellectuelle du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Le CNRC évalue, protège et gère cette propriété intellectuelle et, s'il y a lieu, en fait la promotion auprès de l'industrie canadienne et d'autres organisations compétentes. Grâce à ce dispositif, plusieurs relevés d'inventions ont fait l'objet d'une vaste diffusion.

Le Canada a aussi versé 6,4 millions de dollars pour l'exécution d'activités de renforcement des capacités avec d'anciens instituts d'ADM et leurs chercheurs. Ces fonds ont financé la tenue d'ateliers de travail, de symposiums et de conférences, comme un atelier sur la rédaction de demandes de subventions à Iekaterinbourg et à Moscou, du 23 au 27 avril 2007, pour offrir à d'anciens chercheurs du domaine de l'armement des possibilités de créer des réseaux et de connaître les demandes du marché. Ils ont aussi permis de mettre en œuvre des programmes d'aide à la commercialisation, par exemple le soutien préalable à la commercialisation et l'évaluation des droits de propriété intellectuelle, en plus d'instaurer des évaluations des besoins en matière de viabilité.

Au cours d'une phase pilote d'une nouvelle initiative du CIST et des bailleurs de fonds destinée à aider les instituts à devenir viables, une évaluation des besoins a été exécutée dans plusieurs instituts en Russie et des plans de viabilité ont été présentés par la suite pour approbation. Le PPM a approuvé quatre de ces plans et a versé 1,1 million de dollars en vue de les mettre en œuvre avec un cofinancement de l'Union européenne et des États-Unis.

Liaison et communications avec les Canadiens

La population et des organismes privés du Canada peuvent bénéficier d'un accès précoce et privilégié à de nouvelles technologies créées à un coût modeste par des chercheurs de calibre mondial en Russie, en Ukraine et dans d'autres États de l'ancienne Union soviétique. Le PPM tient des activités régulières de liaison et de communications pour informer les Canadiens de ces possibilités et multiplier les avantages pour le Canada. En 2007-2009, le PPM a contribué à la tenue de 17 activités majeures en science et technologie au Canada et à l'étranger, par exemple le Sommet commercial Canada-Ukraine à Kiev, du 11 au 14 mars 2008, qui a offert des possibilités à d'anciens chercheurs du domaine de l'armement d'établir des rapports et d'élaborer des projets de recherche en collaboration avec des experts canadiens.

Par l'intermédiaire du Groupe consultatif sur la science, la technologie et le commerce (GCSTC), un forum de discussion interministériel du gouvernement du Canada qui se penche sur les priorités canadiennes en matière de S et T à l'égard du PPM, des efforts visent à garantir que le financement que le Canada accorde aux deux centres scientifiques en Russie et en Ukraine soit harmonisé avec les objectifs canadiens.

Par l'intermédiaire des programmes de partenariat du CIST et du CSTU, le secteur privé, des institutions scientifiques et d'autres organismes peuvent financer des projets dans des instituts de recherche sur l'armement en Russie et dans l'ancienne Union soviétique, pourvu qu'ils acceptent les objectifs de non-prolifération des centres et que leur projet soit approuvé par leur conseil de direction. En commandant des travaux de recherche à ces instituts, des ministères, des sociétés et d'autres parties concernées du Canada peuvent puiser dans l'énorme savoir-faire scientifique et technique d'anciens chercheurs du domaine de l'armement à un coût raisonnable. Les événements en science et technologie financés par le PPM, ainsi

que les consultations individuelles régulières avec des intéressés canadiens et le soutien d'experts-conseils du CIST se consacrant à la promotion des partenariats canadiens, ont mené à l'ajout de cinq nouveaux partenaires canadiens au CIST et de trois autres au CSTU, ce qui porte le nombre total de partenaires canadiens inscrits à 31 au CIST et à 56 au CSTU.

Leadership responsable et efficace aux centres scientifiques multilatéraux

Le Canada demeure une voix active et constructive en tant que membre du conseil de direction, de comités et de groupes de travail des centres scientifiques, où il insiste pour que les travaux des centres soient directement liés aux objectifs stratégiques du Partenariat mondial et collabore étroitement avec d'autres bailleurs de fonds pour coordonner leurs activités et mettre au point des approches communes.

Projets pour 2009-2010

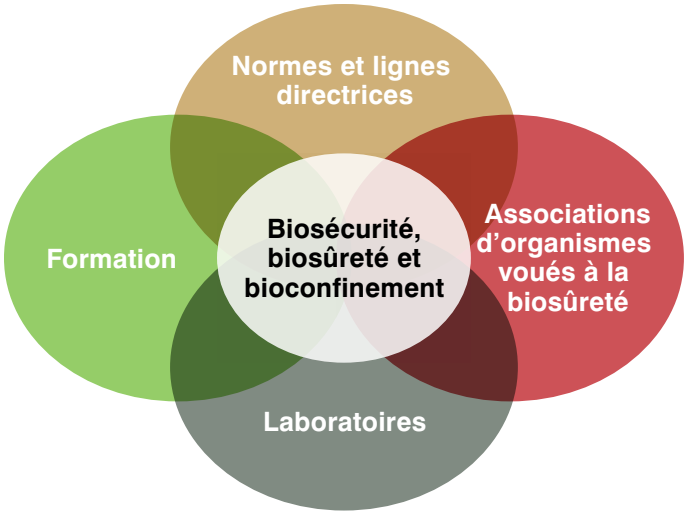
Le Canada continue de souscrire aux centres scientifiques à titre de mécanisme essentiel pour réduire la menace de prolifération des connaissances sur les ADM. En mettant l'accent sur un petit nombre d'instituts où le besoin de réorientation des anciens chercheurs est le plus grand, le Canada continuera d'aider d'anciens chercheurs du domaine de l'armement et leurs instituts à obtenir des projets de recherche pacifiques et durables. À cette fin, le Canada financera des projets de recherche, des programmes de renforcement des capacités et d'autres initiatives et il s'emploiera à établir des partenariats avec des homologues de l'ancienne Union soviétique qui correspondent aux objectifs du Canada en matière de non-prolifération et à ses intérêts en science et en technologie. Le PPM continuera d'informer et de mobiliser les organismes des secteurs public et privé canadiens à l'égard des possibilités offertes par l'intermédiaire des centres scientifiques tout en réduisant la menace de prolifération des connaissances sur les ADM.

Non-prolifération biologique

Pour lutter contre le risque accru de prolifération biologique et de terrorisme, le PPM consacre une plus grande attention et davantage de ressources à la non-prolifération biologique (NPB). Il met en œuvre actuellement un vaste éventail d'initiatives dans le but d'empêcher que des terroristes et des États qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération n'acquièrent ou ne fabriquent des armes biologiques et des matières, des équipements et des technologies connexes.

Progrès réalisés en 2007-2009

Des progrès considérables ont été accomplis pour mettre en œuvre la vaste stratégie de non-prolifération, de biosécurité et de biosûreté des armes biologiques du PPM, entre autres par la poursuite de la mise en place de centres de formation sur la biosécurité et la biosûreté au Kazakhstan et en Ukraine et l'édification des bases nécessaires à la création d'un centre de formation similaire en Russie. Le PPM du Canada a aussi dirigé un effort multinational visant à créer l'Association de biosécurité pour l'Asie centrale et le Caucase (ABACC) et contribuer à la formation essentielle en biosécurité



et biosûreté de centaines de spécialistes et techniciens en biologie provenant des pays de l'ancienne Union soviétique.

Le PPM a aussi financé un vaste éventail d'autres initiatives de non-prolifération biologique, notamment plus de 35 projets scientifiques destinés à assurer l'emploi d'anciens chercheurs du domaine des armes biologiques grâce à la contribution du Canada au CIST et au CSTU et en aidant des pays à mettre en place des contrôles à l'exportation et des contrôles frontaliers nationaux efficaces à l'égard des matières biologiques et du matériel connexe.

En 2007-2009, le Canada et la République kirghize ont conclu un traité de collaboration bilatéral, l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Kirghizistan sur la coopération dans le domaine de la sécurité biologique et de la protection biologique. Par ce traité, le PPM aide le Kirghizistan à concevoir, construire, mettre en service et lancer une nouvelle installation de confinement biologique de niveau 3 pour la santé humaine et animale. Située à Bichkek, cette installation servira de dépôt central pour le regroupement des agents pathogènes dangereux provenant de plusieurs

Les scientifiques portent des vêtements de protection spéciaux pour effectuer les tests diagnostiques qui servent à détecter les pathogènes dangereux tels que les germes de la peste, de la maladie du charbon et de la brucellose.

Dans de nombreux pays de l'ex-Union soviétique, les travaux de laboratoire où l'on manipule des pathogènes dangereux s'effectuent dans des conditions difficiles.

Atelier sur les contrôles à l'exportation des matières biologiques, à Bichkek, les 18 et 19 mars 2009.

installations dans le pays. Le nouveau laboratoire biologique s'inspire du très efficace Centre scientifique canadien de la santé humaine et animale à Winnipeg, au Manitoba.

Des travaux préparatoires essentiels ont été entrepris en vue de la construction du nouveau laboratoire, notamment une analyse des besoins et l'élaboration de programmes techniques, la conception de l'installation, des analyses géophysiques et la sélection du site. Une formation approfondie sur la biosûreté et la biosécurité a aussi été offerte aux principaux chercheurs et techniciens kirghizes, et un groupe de travail sur le laboratoire biologique Canada-République kirghize (BLWG) a été formé pour faciliter la mise en commun d'information et la prise de décisions opportunes et éclairées sur des activités se rapportant au projet de laboratoire. Comme le nouveau laboratoire ne sera pas prêt avant plusieurs années, le PPM a fait des préparatifs en vue d'apporter des améliorations prioritaires à la sécurité de plusieurs laboratoires de biologie en République kirghize.

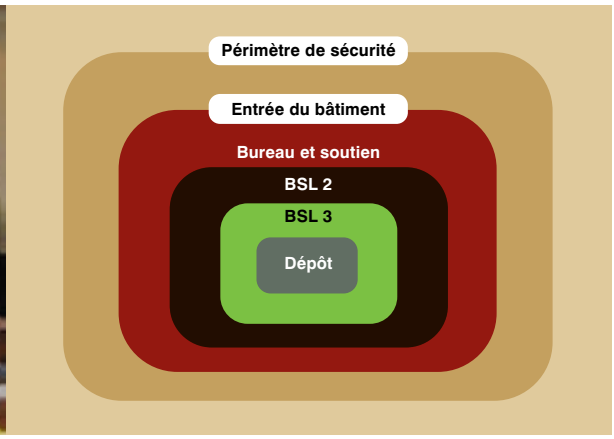
Projets pour 2009-2010

Les matières premières qui servent à mettre au point des armes biologiques sont disponibles partout où il y a des maladies, c'est-à-dire dans tous les pays. Pour aider à empêcher des terroristes d'acquérir la capacité de produire des armes biologiques, le PPM continuera d'évaluer les menaces biologiques et d'élaborer des solutions concertées pour aider à protéger les

Initiatives canadiennes sur la non-prolifération biologique dans la République kirghize

La décision du Canada de lancer un vaste programme de biosécurité, de biosûreté et de non-prolifération dans la République kirghize est fondée sur de nombreux facteurs, notamment la géographie et le type de pathogènes qui s'y trouvent. Le projet de laboratoire présente des avantages nombreux : il renforce les capacités de la République kirghize en matière de biosécurité, de biosûreté et de confinement biologique et réduit le risque de vol, de sabotage, de déversement accidentel et d'acquisition par les terroristes d'agents biologiques hautement pathogènes. La stratégie globale de non-prolifération, de biosécurité et de biosûreté aura également d'importants avantages pour la santé publique et la santé animale, puisqu'elle permettra un diagnostic plus rapide et plus précis d'une éclosion de maladies, qu'elles soient d'origine naturelle, accidentelle ou délibérée. Elle joue donc un rôle dans la protection de la population kirghise et d'autres pays, y compris le Canada, contre les effets potentiellement dévastateurs d'épidémies.

Membres du Groupe de travail canado-kirghize sur le laboratoire, mars 2009.



Le nouveau laboratoire khirgize suivra une approche de sécurité à plusieurs niveaux pour protéger les pathogènes dangereux qu'il abritera.

Canadiens et la communauté internationale contre des agents pathogènes mortels.

L'amélioration de la biosûreté et de la biosécurité dans les pays partenaires et le soutien du CIST et du CSTU demeureront des priorités du PPM dans l'année à venir. Ces travaux comprendront le début de la construction du nouveau laboratoire de confinement en République kirghize et des améliorations prioritaires de la sécurité dans plusieurs laboratoires de biologie de ce même pays. Le PPM du Canada continuera également de financer des programmes de « formation des formateurs » dans les centres de formation sur la biosécurité et la biosûreté au Kazakhstan et en Ukraine, les travaux importants de l'Association de la biosûreté pour l'Asie centrale et le Caucase et la révision des lignes directrices en la matière dans les pays partenaires.

Ces efforts permettront de bâtir la structure nécessaire pour former efficacement les scientifiques des pays de l'ex-URSS aux techniques modernes et pour les intégrer à la communauté internationale de la biosécurité. Ils contribueront également à soutenir la modernisation des lignes directrices et des normes nationales des laboratoires. La mise en œuvre d'initiatives de biosécurité dans les laboratoires, par exemple les programmes de vérification de la fiabilité du personnel et de responsabilisation à l'égard des agents pathogènes, réduira les menaces auxquelles ces installations sont exposées, de l'intérieur et de l'extérieur, ainsi que le risque que des agents pathogènes dangereux soient retirés des laboratoires protégés. À titre de complément direct de ces activités, le PPM continuera de collaborer avec des pays partenaires pour renforcer leur capacité de s'acquitter de leurs obligations et engagements multilatéraux en matière de non-prolifération et de contrôle des exportations (p. ex. la Convention sur les armes biologiques et toxiques).

La biosécurité et **la biosûreté** sont essentielles à la non-prolifération biologique. La biosécurité englobe le vaste éventail des mesures destinées à empêcher des individus de voler des agents pathogènes et toxiques dangereux ou d'obtenir illégalement l'accès à ces agents. La biosûreté est l'usage de procédures et de procédés efficaces pour prévenir une infection accidentelle causée par des organismes ou des toxines dangereuses ou leur déversement, et pour garder les organismes biologiques en milieu contrôlé, soit en laboratoire.

Une menace qui persiste

Dans l'esprit de la plupart des gens, la peste est associée à la "mort noire" qui a ravagé l'Europe du Moyen-Âge, tuant des millions de personnes. Mais la peste et plusieurs autres maladies très contagieuses n'ont pas été éliminées et constituent toujours un risque pour la santé publique. Dans un rapport publié en mars 2006, le Center for Nonproliferation Studies indique : « (…) À l'heure actuelle, le réseau de lutte contre la peste [en Asie centrale] possède encore des matières et des connaissances très recherchées par les bioterroristes. Plus d'une décennie de fragmentation a entraîné un relâchement dans la sécurité, une sérieuse sous-rétribution du personnel et une absence presque totale de système de responsabilisation concernant des souches de virus et de bactéries extrêmement létales. Même si les donateurs internationaux ont pris certaines mesures pour contenir les menaces à la sécurité physique que présente le système, les activités actuelles et prévues de non-prolifération ne sont pas suffisamment importantes ni suffisamment bien ciblées. Ces activités ne seront pas véritablement efficaces tant qu'elles n'amélioreront pas de manière substantielle les avantages de ces installations pour la santé publique. »
(Illustration : Université de la Pennsylvanie)

Le monde menacé

Le 2 décembre 2008, la *Commission on the Prevention of Weapons of Mass Destruction Proliferation and Terrorism* bipartisane créée par le Congrès des États-Unis a déposé son rapport intitulé *World at Risk*. Selon celui-ci, à moins que la communauté mondiale agisse de façon décisive et urgente, il est plus que probable qu'une arme de destruction massive (ADM) sera utilisée dans un attentat terroriste quelque part dans le monde d'ici la fin de 2013. Le rapport se concentre sur les armes biologiques et nucléaires, mais il conclut que les terroristes sont plus susceptibles de pouvoir obtenir et utiliser une arme biologique.

Progrès de la gouvernance et de la surveillance

Des règles strictes de bonne gouvernance et de responsabilisation sous-tendent tous les travaux du PPM et sont indispensables à son succès. Le Programme fait appel à une série de cadres juridiques et de gestion de projets, de vérifications et d'évaluations, de mécanismes de coopération et de consultation pour mener ces activités essentielles.

Gestion de projets et gestion des risques

Diverses politiques et pratiques de gestion font en sorte que les projets du PPM respectent les normes les plus élevées de gestion et d'administration. Le Programme est orienté par un cadre de gestion de projets spécialement conçu, avec une méthodologie de prestation de projets alignée sur les normes du secteur privé. Le PPM respecte un cadre de vérification axé sur les risques (CVAR) et un cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats (CGRR) conformes aux exigences du Conseil du Trésor et qui seront transformés en un cadre de vérification, de risque et de responsabilisation (CVRR) à la prochaine étape. Ces éléments fournissent la base nécessaire pour mesurer et évaluer le rendement et les progrès et en rendre compte.

La gestion précise du risque est un autre aspect important du Programme. La gestion du risque et les stratégies d'atténuation sont inscrits aux registres des risques du Programme et de ses projets et intégrées à la gestion et la mise en œuvre globales, ce qui permet de faire des évaluations à intervalles réguliers suivies de toute mesure corrective s'avérant nécessaire.

Responsabilisation

Une stricte responsabilisation financière et des vérifications sont intégrées à toutes les activités du PPM. Toutes les dépenses et engagements sont régis par les normes et les pratiques de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les règlements et politiques connexes du gouvernement du Canada, et s'inscrivent dans un cadre rigoureux de gestion financière qui met l'accent sur les contrôles internes, la diligence requise et la prudence dans la gestion financière. Pour la bonne gestion des risques financiers, les fonds ne sont généralement déboursés qu'une fois qu'il a été vérifié que les travaux ont bien été achevés et remplissent les dispositions de l'accord original. Des rapports d'étape exhaustifs sur la mise en œuvre du PPM sont soumis au Secrétariat du Conseil du Trésor tous les six mois.

La transparence est aussi importante. En plus du présent rapport, qui est déposé au Parlement, les résultats du PPM figurent également dans le *Rapport sur les plans et les priorités* et le *Rapport ministériel sur le rendement* du MAECI.

Vérifications et évaluations

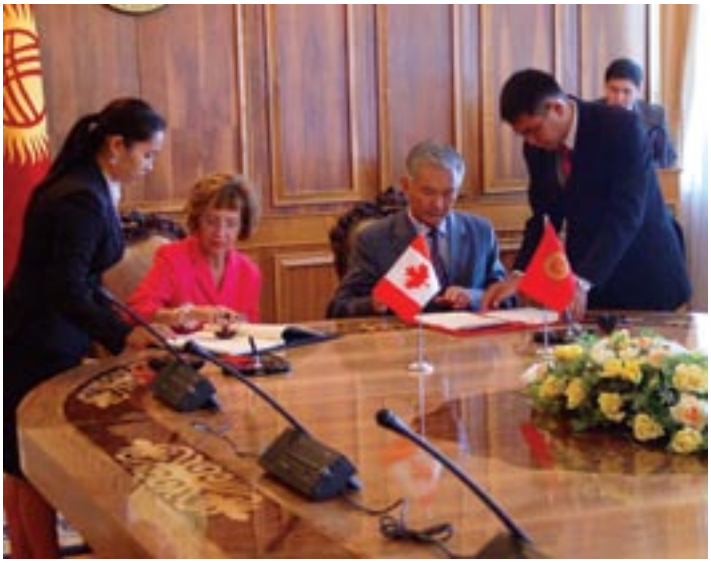
La vérification et l'évaluation font partie des activités du PPM et montrent la conformité du

Programme aux obligations du gouvernement et aux objectifs fixés pour le Programme. Une vérification de suivi après la vérification interne de 2006 a confirmé que le PPM en avait appliqué intégralement les recommandations. Une évaluation sommative des cinq premières années du Programme a conclu que le PPM est un programme qui accumule les réussites et atteint des résultats impressionnants, qu'il demeure en accord avec les priorités du gouvernement du Canada et du MAECI, qu'il conserve sa pertinence au niveau international, que le Canada a progressé sensiblement dans la mise en œuvre des projets et qu'il a contribué grandement à la réduction des risques de prolifération des ADM et au renforcement des capacités dans les pays bénéficiaires. L'évaluation recommandait que le Programme poursuive dans la même direction en s'appuyant sur les réussites des cinq premières années.

Cadre juridique

Un cadre juridique complet est en place. L'Accord bilatéral de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la destruction d'armes chimiques, au démantèlement de sous-marins nucléaires déclassés et à la protection physique, au contrôle et la reddition de comptes et l'Accord entre le Canada et la République kirghize concernant la coopération en matière de biosûreté et de biosécurité sont des ententes

Les fonds du PPM sont déboursés une fois les travaux achevés selon les normes convenues. Des équipes de surveillance visitent très fréquemment les chantiers afin de suivre l'évolution jusqu'à l'achèvement des projets.



Signature du Traité canado-kirghize de coopération scientifique. 22 août 2008, Bichkek.

Le premier ministre Stephen Harper et ses homologues du G8 au Sommet des dirigeants de 2007, à Heiligendamm, en Allemagne.

Le premier ministre Stephen Harper et ses homologues du G8 au Sommet des dirigeants de 2008, à Toyako, au Japon.

qui garantissent que la coopération satisfait aux exigences prévues dans les lois et les politiques du gouvernement, y compris celles qui ont trait à la sécurité et à la protection de l'environnement. Ils renferment des dispositions rigoureuses relatives à la surveillance, à l'accès, à la transparence, à l'imposition, à l'indemnisation et aux droits de propriété intellectuelle. Certaines activités du PPM sont aussi exécutées dans le cadre d'accords multilatéraux, d'accords bilatéraux avec d'autres pays et d'autres dispositions.

Gouvernance

Au Canada, le PPM profite de contributions importantes provenant d'organisations gouvernementales et non gouvernementales et de plus d'une vingtaine de ministères et organismes fédéraux. Le Groupe consultatif sur le Partenariat mondial (GCPM), un groupe interministériel de haut niveau, assure la surveillance et l'orientation sur le plan des politiques générales. Le Groupe consultatif sur les sciences, le commerce et la technologie (GCSCT) veille à ce que les projets concernant la réorientation tiennent compte des priorités et des besoins nationaux en R-D. Par ailleurs, le Programme profite également du savoir-faire de divers ministères et de diverses organisations de la société civile.

À l'échelle internationale, le Groupe de travail sur le partenariat mondial (GTPM), qui est régi par le président en exercice du G8, réunit à intervalles réguliers les 23 participants du Partenariat mondial, qui y examinent la mise en œuvre, coordonnent les activités, échangent sur les leçons apprises de leur expérience et repèrent les possibilités de coopération. Des renseignements précis sur les activités de chaque pays membre du Partenariat mondial se trouvent dans les Rapports sur le Partenariat mondial du G8 (http://g8.gc.ca). Le Groupe a convenu de l'expansion géographique du Partenariat, qui doit lui permettre de s'attaquer aux défis planétaires liés aux risques de prolifération mondiale des armes de destruction massive et des matières connexes, tout en poursuivant ses efforts dans les pays de l'ex-URSS.

Partenariats

Une des caractéristiques du Partenariat mondial est le nombre important d'ententes de coopération qui ont été établies. Depuis son lancement au Sommet du G8 de 2002 à Kananaskis, plus d'une douzaine de pays se sont joints aux autres donateurs, ont fourni des fonds et se sont engagés directement ou conjointement dans des activités de projets. Le Partenariat mondial a mûri et évolué depuis sa création, pour devenir une initiative multilatérale et coopérative unique pour la lutte contre les menaces communes à la sécurité nationale et internationale. Il est devenu un véritable partenariat au sein duquel les pays coopèrent à des projets dans tous les domaines, selon la description qui en est faite ailleurs dans le présent rapport.

Le Partenariat mondial est devenu un élément important de la relation bilatérale du Canada avec la Fédération de Russie, où le Canada est loué pour ses efforts exemplaires et cité comme modèle. C'est également un élément important de la coopération à la sécurité internationale entre le Canada, les États-Unis et d'autres pays, avec des résultats tangibles sur le terrain.

Récapitulatif des dépenses (en milliers de dollars)

	2003–04	2004–05	2005–06	2006–07	2007–08	2008–09	Total
Dépenses directes par secteur de programme du PPM							
Destruction des armes chimiques							
Projet de chemin de fer (Shchuch'ye)	4 000,0	–	20 000,0	9 000,0	–	–	33 000,0
Projets d'infrastructure (Shchuch'ye)	–	250,0	3 000,0	6 000,0	–	–	9 250,0
Édifice de destruction 2 (Shchuch'ye)	–	–	33 749,4	20 858,9	–	–	54 608,3
Kizner CWDF	–	–	–	–	–	11 784,7	11 784,7
Soutien à la sensibilisation	–	120,4	127,5	129,4	114,7	187,4	679,4
Surveillance et administration de projets	40,6	85,2	192,7	237,0	270,7	454,3	1 280,4
Total partiel : Destruction des armes chimiques	**4 040,6**	**455,6**	**57 069,6**	**36 225,2**	**385,4**	**12 426,4**	**110 602,8**
Démantèlement des sous-marins nucléaires dans le Nord-Ouest de la Russie							
Démantèlement de sous-marins nucléaires russes dans le N-O 2004-2009	–	9 457,7	29 218,0	26 981,5	42 054,5	10 133,2	117 844,9
Démantèlement de sous-marins nucléaires dans la partie extrême-orientale de la Russie	–	–	–	–	750,0	9 698,2	10 448,2
Partenariat pour l'environnement - Dimension septentrionale, BERD	32 000,0	–	–	–	–	–	32 000,0
Surveillance et administration de projets	25,1	1 191,3	1 531,2	1 715,8	2 035,3	1 564,5	8 063,2
Total partiel : Démantèlement des sous-marins nucléaires	**32 025,1**	**10 649,0**	**30 749,2**	**28 697,3**	**44 839,7**	**21 395,9**	**168 356,3**
Réorientation des anciens scientifiques de l'armement							
Centre international des sciences et de la technologie (CIST)	18 471,5	3 310,1	1 586,9	16 518,2	15 244,8	9 208,8	64 340,3
Centre des sciences et de la technologie en Ukraine (CSTU)	–	–	–	562,3	3 130,1	3 540,5	7 232,9
Surveillance et administration de projets	7,8	233,9	327,7	519,8	447,5	466,4	2 003,1
Total partiel : Réorientation des anciens scientifiques de l'armement	**18 479,3**	**3 544,0**	**1 914,6**	**17 600,3**	**18 822,3**	**13 215,7**	**73 576,2**
Sécurité nucléaire et radiologique							
Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA	2 983,5	1 016,5	65,0	3 815,4	–	3 168,8	11 049,2
Arrêt du réacteur nucléaire (Jeleznogorsk)	–	9 000,0	–	–	–	–	9 000,0
Générateurs thermoélectriques radio-isotopiques (Projet bilatéral)	–	–	554,3	467,5	238,2	–	1 259,9
Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire	–	–	–	2 000,0	2 000,0	5 000,0	9 000,0
Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire	–	–	–	–	–	16,8	16,8
Amélioration de la protection physique	–	–	40,1	5 706,3	14 502,3	20 954,0	41 202,7
Sécurité du transport	–	–	–	–	–	17 424,7	17 424,7
Deuxième ligne de défense	–	–	–	–	4 900,0	4 925,0	9 825,0
Surveillance et administration de projets	64,2	187,3	581,9	1 878,5	2 326,7	2 714,5	7 753,1
Total partiel : Sécurité nucléaire et radiologique	**3 047,7**	**10 203,8**	**1 241,3**	**13 867,7**	**23 967,2**	**54 203,8**	**106 531,5**
Non-prolifération biologique*							
Biosûreté et biosécurité	–	80,5	117,2	62,1	10,1	2 838,1	3 108,0
Projet en République kirghize	–	–	–	–	–	3 056,2	3 056,2
Surveillance et administration de projets	12,3	17,5	105,5	210,8	1 084,9	801,8	2 232,8
Total partiel : Non-prolifération biologique	**12,3**	**98,0**	**222,7**	**272,9**	**1 094,9**	**6 696,1**	**8 396,9**
Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl							
Tchernobyl	–	–	–	8 000,0	–	5 000,0	13 000,0
Surveillance et administration de projets	–	–	–	14,5	1,9	11,7	28,1
Total partiel : Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl	**–**	**–**	**–**	**8 014,5**	**1,9**	**5 011,7**	**13 028,1**
Soutien à la sensibilisation	**–**	**–**	**–**	**–**	**55,9**	**53,7**	**109,7**
Coûts opérationnels	**4 375,1**	**5 083,6**	**5 035,8**	**6 084,5**	**6 602,3**	**6 846,2**	**34 027,5**
Vérification et évaluation	**–**	**250,0**	**750,0**	**120,0**	**457,2**	**281,3**	**1 858,5**
Total du financement des activités du PPM	**61 980,1**	**30 284,0**	**96 983,2**	**110 882,5**	**96 226,9**	**120 130,8**	**516 487,4**

* *Les coûts directs associés aux activités de non-prolifération biologique entreprises dans le cadre du CIST et du CSTU sont indiqués sous le Programme de réorientation des anciens scientifiques de l'armement.*

** *Comprend les coûts associés au bureau du PPM à Moscou; les dépenses des années antérieures ont été légèrement rajustées.*

La somme des chiffres peut ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondisement.

Acronymes

AB	Armes biologiques
ABACC	Association de biosécurité pour l'Asie centrale et le Caucase
AC	Armes chimiques
ADM	Armes de destruction massive
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ASA	Anciens scientifiques de l'armement
AUS	Ancienne Union soviétique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CGRR	Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats
CIAC	Convention sur l'interdiction des armes chimiques
CIST	Centre international des sciences et de la technologie
CNI	Combustible nucléaire irradié
CNRC	Conseil national de recherches
CVRR	Cadre de vérification, de risque et de responsabilisation
CSTU	Centre des sciences et de la technologie en Ukraine
CVAR	Cadre de vérification axé sur les risques
DAC	Destruction des armes chimiques
DPI	Droits de propriété intellectuelle
G8	Le Groupe des Huit – forum international qui comprend le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne.
GCPM	Groupe consultatif sur le Partenariat mondial
GCSCT	Groupe consultatif sur les sciences, le commerce et la technologie
GME	Retirer GME car il n'apparaît nulle part dans le document
GTPM	Groupe de travail concernant le Partenariat mondial
GTLB	Groupe de travail Canada-Kirghizie sur le laboratoire biologique
GTR	Générateur thermoélectrique radio-isotopique
IMLTN	Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire
IMN	Initiative contre la menace nucléaire
IRRSPTA	Institut russe (indépendant) de recherche scientifique de physique technique et d'automatisation
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada
MDN	Ministère de la Défense nationale
NDEP	Partenariat environnemental de la dimension septentrionale
NPB	Non-prolifération biologique
PM	Partenariat mondial
PPM	Programme de partenariat mondial
RASA	Réorientation des anciens scientifiques de l'armement
Rosatom	L'entreprise publique de l'énergie atomique
SMN	Sous-marin nucléaire
SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins – désigne les sous-marins à propulsion nucléaire lanceurs d'engins
SNR	Sécurité nucléaire et radiologique
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Notes